

GRECE Les Européens durcissent le ton vis-à-vis d'Athènes.

Dernières sommations avant le Grexit

Un nouveau sommet européen se tiendra dimanche pour statuer sur la prolongation des aides à la Grèce. En cas d'échec, une aide humanitaire pourrait accompagner Athènes vers la sortie de l'euro. En attendant, les banques grecques resteront fermées au moins jusqu'à lundi.

De « rencontres de la dernière chance » en « sommets historiques », la perspective que la Grèce sorte de la zone euro menace chaque jour un peu plus. La France était l'un des derniers pays, mardi soir au Sommet de l'Eurozone, à affirmer « travailler pour parvenir à maintenir Athènes dans la zone euro ». La plupart des autres nations qui comptent se sont dites lassées, voire scandalisées de voir arriver à la table des négociations un ministre des Finances grec qui n'a même pas fait semblant de présenter un plan de sortie de crise.

Tsipras promet...

Alexis Tsipras, le Premier ministre grec, a fait profil bas, hier au Parlement européen à Strasbourg, en promettant de « nouvelles propositions concrètes de réformes crédibles » pour ce jeudi. Donald Tusk, le président polonais du Conseil européen a prévenu : cette fois, ce sera la dernière. « C'est vraiment l'heure décisive et finale pour la Grèce comme pour nous », a-t-il lancé, soulignant que « sans unité nous allons nous réveiller dans quatre jours dans une Europe différente ».

Tsipras espérait revenir devant ses pairs européens fort de 61 % de votes non à son référendum. Cette force est devenue une faiblesse vis-à-vis de ses compatriotes, car le référendum n'a pas changé la réalité, et ce sera dur à expliquer aux Grecs. L'Europe, qui les tient depuis des années à bout de bras, réclame plus que jamais le colmatage du Tonneau des Danaïdes dans lequel



Jean-Claude Juncker, président de la Commission de Bruxelles. PHOTO AFP

elle a versé l'argent de ses contribuables. Pour obtenir les nouvelles aides qu'il a réclamées hier, Alexis Tsipras ne coupera pas à une hausse de la TVA et à l'arrêt des départs à la retraite à 56 ans, qui sont devenues une règle (non écrite) dans la fonction publique notamment. Il parle désormais d'une réforme fiscale « rapide » pour taxer enfin l'Église orthodoxe, plus riche propriétaire foncier du pays, et les amateurs. Mais cela fait cinq mois qu'il est au pouvoir sans avoir touché à leurs privilèges...

Bref, la balle est dans le camp grec. Même le plus solide allié d'Alexis Tsipras, François Hollande, l'admet quand il de-

mande à Athènes des « propositions sérieuses, crédibles ». Pour la première fois, le président français a évoqué mardi soir (sans prononcer le mot) un Grexit : « S'il n'y avait pas d'accord, il y aurait forcément la recherche d'une autre option, la France est obligée d'envisager cette option. » Manuel Valls a tenu un discours plus orienté sur le maintien de la Grèce dans la zone euro, hier à l'Assemblée. Mais le Premier ministre n'assiste pas aux Sommets européens...

Vers une « aide humanitaire » ?

Un nouveau Sommet – à 28 – est prévu dimanche. En cas de désaccord, il pourrait engager

un Grexit qui ne dirait pas son nom, en accordant « une aide humanitaire » qui permette aux banques de rouvrir (elles resteront fermées jusqu'à lundi) et aux Grecs de respirer un peu. Le président du Parlement européen, Martin Schulz (social-démocrate), a lancé en premier l'idée d'aide humanitaire, avant même le résultat du référendum. Le président (libéral) du Conseil européen lui a emboîté le pas hier. C'est bien un ultimatum qu'ont lancé les Européens à la Grèce. S'ils n'obtiennent pas satisfaction, ils semblent prêts à allonger quelques milliards de plus pour aider au divorce. ■

PATRICK FLUCKIGER

Tourisme : les réservations en chute



Les réservations ont baissé quasiment d'un tiers ces dernières semaines, hypothéquant le succès de la saison touristique. PHOTO JM LAHIRE

Les réservations de dernière minute ont diminué de 30 % depuis l'annonce du référendum grec, s'est alarmé hier le représentant de la confédération du tourisme grec, Alexandre Lamnidis. Ces réservations de dernière minute représentent 20 % du total des réservations. « Dans le cas où on trouve un accord dans la semaine, les affaires vont continuer, dans le cas contraire, et si la situation perdure encore deux ou trois semaines, nous pensons que nous allons avoir des problèmes, notamment d'approvisionnement », a-t-il ajouté.

Manque de cash

Depuis le contrôle des capitaux, annoncé le 28 juin, les banques grecques sont fermées, et les virements vers des comptes étrangers interdits, ce qui entrave les achats de produits importés,

comme la viande par exemple. Les retraits d'argent sont limités à 60 euros par personne et par jour. « Certains hôtels veulent s'approvisionner en nourriture et bien sûr, les fournisseurs, qui sont sous pression, demandent à être payés en cash, et du cash, il n'y en a pas », a expliqué M. Lamnidis. Sur les îles grecques, « il y a quelques problèmes ici et là avec les distributeurs de billets et il y a des craintes à propos de l'approvisionnement en nourriture ».

Le poids du secteur touristique est estimé entre 15 et 20 % du PIB grec. En 2014, 24 millions de touristes, un record, ont visité la Grèce et rapporté au pays 13,5 milliards d'euros, selon la confédération qui espère cette année atteindre 25 millions de visiteurs, pour un bénéfice de 14,3 milliards d'euros. ■

QUESTIONS À

« Il faut un plan Marshall pour la Grèce »

Pascal Lamy

Président d'honneur de l'Institut Jacques Delors

Le Grexit est-il possible ?

Le Grexit n'est ni souhaité, ni souhaitable, mais il est devenu moins improbable. La situation a énormément changé en une semaine. Le système financier grec s'est détérioré, l'économie grecque est en chute libre, et Alexis Tsipras a réussi son pari politique. Cela lui donne une main plus forte dans la négociation, mais aussi l'autorité pour faire accepter un accord. Enfin, la question du réaménagement de la dette grecque est maintenant sur la table.

Pourquoi avoir attendu si longtemps pour en parler, contre toute évidence ?

L'évidence, c'est que les Grecs ne sont pas en mesure d'honorer cette dette dans les conditions auxquelles elle a été souscrite. Beaucoup préféreraient en parler plus tard, pour

des raisons tactiques, mais le revirement du FMI a changé la donne. Il faut bien comprendre le changement : nous allons devoir maintenant lancer en urgence un programme plus important pour réanimer l'économie grecque, avec des réformes plus profondes et plus larges, et donc parler aussi de la dette. C'est un plan de long terme, à cinq ou dix ans, comme un plan Marshall de remise en fonctionnement d'un pays dévasté par une guerre.

Vous parlez de tactiques. Ne faut-il pas regretter des postures politiques ?

C'est effectivement un problème, mais il est incontournable, car tout accord devra passer devant les parlements nationaux : grec, mais aussi allemand, français... Et les opinions européennes, y compris

l'opinion française, sont devenues plus réticentes à un geste supplémentaire pour les Grecs. Cela rend la solution politiquement plus difficile.

La France et l'Allemagne paraissent diverger. C'est inquiétant ?

C'est inévitable. Les cultures sont différentes : en allemand, dette se dit « Schuld », soit « faute », « péché »... Comme souvent en Europe, c'est au milieu des deux positions de la France et de l'Allemagne que se trouve la solution : plus de discipline, côté allemand, et plus de solidarité, côté français.

Dans cette crise, l'Europe montre qu'elle est à bout de souffle ?

Non, mais l'ancienne combinaison de solidarité et de responsabilité, à la base du projet, ne suffit plus. Il faut davantage de disciplines



communes, ce qui suppose davantage d'érosion des souverainetés nationales, avec l'accord des opinions publiques, dont le soutien à la construction européenne s'est affaibli et davantage de solidarité... C'est l'équation européenne du moment pour la zone euro. Mais nous devons aller dans cette direction, si nous voulons préserver l'identité européenne dans un monde qui continue de se globaliser.

RECUEILLI PAR FRANCIS BROCHET

LA BCE MAINTIEN LE NIVEAU DES PRÊTS D'URGENCE AUX BANQUES GRECQUES

Les banques grecques ont beau être fermées depuis déjà huit jours ouvrables, la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de continuer à maintenir le système sous perfusion. Elle a laissé inchangé hier le niveau actuel des prêts d'urgence (ELA) qu'elle accorde aux banques du pays, dont elle avait cependant durci les conditions d'octroi lundi.

Depuis le 26 juin, les prêts ELA sont plafonnés à près de 89 milliards d'euros. Dans l'attente du référendum grec de dimanche dernier, qui s'est soldé par la victoire du non aux propositions des créanciers de la Grèce, la BCE avait consenti à plonger dans un coma artificiel les banques du pays en décidant de maintenir ces prêts d'urgence, sans en augmenter le plafond.

Hier, Christian Noyer, gouverneur de la banque de France, a toutefois tenu à tirer la sonnette d'alarme. « Nous avons des règles et nous les avons interprétées au maximum pour pouvoir maintenir la ligne de survie des banques grecques mais nous ne pouvons pas indéfiniment continuer à augmenter les risques que nous prenons », a-t-il affirmé. Christian Noyer a appelé à « trouver un accord d'ici dimanche », sinon il craint « l'effondrement de l'économie grecque et le chaos en Grèce ». Une perspective que la BCE refuse pour l'heure. Combien de temps cela durera-t-il ?

« Il n'y a que des mauvaises solutions. Le plus important aujourd'hui à faire, et je suis étonné que le président de la République française ne le propose pas, c'est de préparer le plan B. Qu'est-ce qu'on fait si le drame arrive et si la Grèce sort ? »

NICOLAS SARKOZY PRÉSIDENT DES « RÉPUBLICAINS », HIER SOIR SUR TF1.